

Mémoire du Royalisme 2/8 de 1873 à 1883

Ce n'est certes pas par référence au nouveau devoir de Mémoire, mais bien par souci de ne pas laisser se perdre les leçons de l'Histoire que Philippe Lallement nous rappelle ce que fut le royalisme français au XIXème siècle.

Pages assez tristes en somme, faites de victoires à la Pyrrhus, d'occasions perdues, de tentatives avortées. Une restauration monarchique plus pérenne qu'elle ne le fut, était-elle possible ? Oui, sans doute. Pourquoi ne se réalisa-t-elle pas ? Difficile d'établir une hiérarchie dans les responsabilités des personnes et des événements.

Tout d'abord donc, au point de départ, de 1815 à 1830, l'échec d'une Restauration réussie ! Et ce n'est pas le fait d'être revenue dans les fourgons de l'étranger, comme certains lui en ont fait le reproche, qui explique cet échec. Puis, en 1830, et c'est là que se trouve sans doute le nœud gordien que nul ne sut jamais trancher, il y eut l'opéra réussie de Louis-Philippe ; je tiens pour assuré que c'est cette opération même qui faussa définitivement les cartes.

Ensuite c'est Henri V qui attend ou qui décline au prétexte du drapeau tricolore ; c'est d'Aumale qui refuse et les parlementaires monarchistes qui se mordent les doigts d'avoir fait, eux-mêmes, la République, malgré eux.

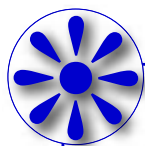
Par la suite, la République, une fois installée, saura se défendre. Les prétendants au trône de France se succéderont ; le premier comte de Paris, le duc d'Orléans, le duc de Guise, le second comte de Paris. Le prétendant est mort, vive le prétendant ! Et cela ne change rien aux destins de la France ; car, parallèlement, ce sont les républiques qui se succèdent, aussi catastrophiques les unes que les autres ; nous tombons de Charribe en Scylla, je veux dire de la Première guerre dans la Seconde, et la France s'étirole. Quarante rois avaient fait la France. Sous les yeux, sous les pas des Français, elle se défait sans rois.

On peut penser que l'ancienne France a tenu parce qu'elle reposait sur la fameuse trilogie : une Foi, une Loi, un Roi. Et certains pensent qu'il faudrait retrouver cette unité perdue pour que le retour de la monarchie fût possible. Il est évident que le consensus catholique appartient au passé et rien ne permet de penser que ce consensus se retrouvera dans l'avenir.

Mais au temps de Charles VII comme au temps d'Henri IV, le pays était divisé ; divisé de Loi dans le premier cas et de Foi dans le second. C'est par la force des volontés que Jeanne d'Arc fit sacrer le petit roi de Bourges et que le petit roi de Navarre, héritier nécessaire, s'imposa comme un grand roi de France.

Prétendre au pouvoir, c'est bien ; le prendre eût été mieux.

Bernard Poyet



Après la défaite de 1870 et la Commune, la France bouleversée était mûre pour le retour de la monarchie. Ses réactions étaient politiques et religieuses.

La réaction politique

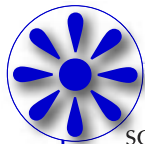
L'élite de la pensée humanitaire avait été touchée de plein fouet. Georges Sand, Edgar Quinet, Jules Michelet et Ernest Renan (1) avaient publiquement renié leurs rêves. La réaction politique s'était même radicalisée avec Renan et sa célèbre REFORME INTELLECTUELLE ET MORALE DE LA FRANCE (1871). Il y prônait une monarchie s'appuyant sur le modèle militaire et universitaire de la Prusse protestante. Pour élaborer une doctrine royaliste crédible, il fallait un penseur qui vint de l'autre camp. C'était le cas de ce libéral développant un royalisme de bon goût et pensant. Seconde figure majeure, celle du grand sociologue Frédéric Le Play (2) ; penseur de la cellule familiale comme garant de la continuité. Lorsque le double désastre de 1870-1871 s'était abattu sur le pays, il avait refusé le désespoir politique en expliquant « Quand la France, devrait se réduire au royaume de Bourges, il faudrait plus que jamais travailler à la réforme et préparer son avenir. » Et il dénonça les dangers croissants de la prospérité matérielle qui tarissait la vie morale. La réaction politique s'étendait (3) aux libéraux comme Edouard Hervé, qui converti au royalisme allait créer LE SOLEIL, grand organe prônant la fusion des branches cadette et aînée.

Cette réaction politique stimulait les orléanistes sur le plan militaire et social. Leur chef parlementaire, le duc d'Audiffret-Pasquier, réorganisa l'Armée selon la vision, explique Raoul Girardet, « d'une nation enfin réconciliée avec-elle-même. L'union très réelle qui avait régné parmi les combattants sur les champs de bataille de 1870 et de 1871, l'apaisement des querelles politiques, l'oubli des oppositions sociales, la réconciliation devant l'ennemi des anciens chouans et des anciens bleus, autant de souvenirs très proches, présents encore à tous les esprits. Or, cette union nationale, un instant réalisée dans la lutte contre l'envahisseur, on espère que l'armée nouvelle saura la faire renaître, la ga-

rantir, la cimenter. À l'intérieur de la communauté militaire, les représentants de tous les milieux sociaux vont se retrouver, se mêler, et apprendre, pense-t-on, à se connaître et à s'estimer. ». Cette vision réconciliatrice poussa Audiffret-Pasquier à donner une dimension sociale au programme orléaniste. À l'Assemblée il créa la Commission d'étude de la condition ouvrière. Il y fit lire l'étude du comte de Paris LES ASSOCIATION OUVRIÈRES EN ANGLETERRE (1869). Les orléanistes y œuvraient dans trois directions : La situation matérielle et économique des ouvriers, les salaires et les rapports avec le patronat enfin la situation intellectuelle et morale du prolétariat.

La réaction catholique

La réaction était aussi religieuse. L'orléanisme avait répudié son anti-cléricalisme de 1830. Il avait oublié le protestantisme de Guizot et Constant, pour évoluer vers le catholicisme libéral de l'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup (4). Son Catholicisme libéral et gallican attirait quelques légitimistes comme Claude-Marie Raudot (5) le précurseur de la réflexion sur la décadence. Cependant le phénomène majeur était l'immense essor du catholicisme populaire. En réaction à la Commune et à la défaite de 1870, le peuple Français priait dans les pèlerinages immenses organisés par les frères assomptionnistes. À Lourdes, à la Sallette, à Chartres, à Paray-le-Monial, où l'année 1873 vit 200 000 pèlerins chanter : « Sauvez Rome et la France, au nom du Sacré-Cœur ! ». À ces foules criant « Vive Henri V », se joignaient 50 députés à Chartres et 100 à Paray-le-Monial. À l'Assemblée les députés lançaient la construction du Sacré-Cœur de Paris. Le marquis de La Tour du Pin et le comte de Mun avaient lancé le catholicisme social. Cette réaction religieuse s'inscrivait dans la lignée de la contre-révolution catholique (Emile Poulat) derrière la puissante voix de Louis Veuillot (6) et celle discrète de Blanc de Saint-Bonnet, pour qui le remède au mal français était religieux. Réaction englobant la littérature (7) de l'évêque de Poitiers Mgr Pie, le chef de file du courant ultramontain et celle de Mgr Segur, très actif dans l'apostolat populaire. Elle englobait aussi les thèses des historiens conspirationnistes comme l'abbé Lefranc (8), le jésuite Barruel (9) et Créteineau-Joly (10) qui insistaient sur le rôle des



sociétés secrètes contre l'Église au moment où Pie IX consacrait son pontificat à combattre l'idéologie laïque en France et le Kulturkampf en Allemagne. L'objectif futur de la contre-révolution catholique était la défense du Pape sur le mot d'ordre « catholique d'abord ». Sa faiblesse était de se reposer plus sur un repli identitaire que sur un esprit de conquête religieuse. En lisant dans la défaite comme l'annonce du triomphe futur, elle poussait involontairement le légitimisme dans une fidélité attentiste.

Le comte de Chambord

Au travers la réaction de la catholique des masses et celle politique des élites, le comte de Paris comprit que de nombreux Français étaient passés du temps de l'attente nostalgique du prince, à celui de l'appel au sauveur légitime. Avec le duc de Broglie au gouvernement les conditions étaient favorables, aussi le chef de famille des Bourbon-Orléans décida de créer l'occasion. Le 5 août 1873 le comte de Paris, accompagné du duc de Nemours (11), se rendit secrètement à Frohsdorf, la retraite autrichienne du comte de Chambord. Il venait rendre hommage à l'aîné de la maison de France et réaliser la fusion des deux branches. Immédiatement le comte de Chambord s'était réconcilié avec les Bourbon-Orléans. Son épouse italienne ne pouvant lui donner un héritier, il avait reconnu le jeune comte de Paris comme successeur. La conséquence de la fusion était simple ; le comte de Chambord pouvait monter sur le trône grâce à l'union des parlementaires royalistes. Revenu d'Autriche le comte de Paris était allé prévenir le maréchal de Mac-Mahon. De son côté le pays avait bien reçu la nouvelle de la fusion. L'Assemblée s'était préparée à restaurer la monarchie ; tout était en place : trône, costumes, carrosse ... Les royalistes disposaient encore d'une majorité de 26 voix. Un vote de pure forme suffisait lorsque d'Autriche Henri V déclara son refus irrémédiable du drapeau tricolore.

La raison de ce refus reste encore sujet de débat. On dit que contrairement aux aristocrates libéraux et gallicans, le comte de Chambord - élevé dans une atmosphère ultramontaine par les jésuites - s'opposait aux grands industriels et cherchait l'appui des ouvriers. De ce fait les orléa-

nistes n'auraient pas franchement joué le jeu ... On sait surtout qu'il fut mal entouré par son épouse et mal conseillé par son confesseur. Ce fut la consternation générale. Il parut évident que si Henri V avait été persuadé que sa légitimité lui venait de Dieu, il n'avait pas vraiment cru possible le retour de la royauté. L'occasion passée ; les députés devaient imaginer autre chose que le prince légitime.

La République de Mac-Mahon

Tout d'abord, certains députés centre-gauche et centre-droit proposèrent une régence du comte de Paris. Celui-ci refusa d'« élever le moindre obstacle à la restauration de la monarchie en la personne du comte de Chambord », et se retira dans son château d'Eu. Les légitimistes demandèrent la régence de Joinville où de Nemours qui, sollicités par Changarnier, se récuserent. La branche cadette ayant maintenant repris son rang, refusait de recommencer 1830.

De Broglie imagina une troisième solution. Il fit proroger pour sept ans les pouvoirs de Mac-Mahon, dans l'espoir d'une restauration orléaniste. Cependant, le démon de la division veillait, et en 1874, les légitimistes votaient même avec les républicains contre de Broglie. Les orléanistes ne pouvaient plus laisser la France sans constitution. En 1875, grâce au Sénat (12) qui fut leur grande affaire, ils espéraient sortir du provisoire mais le député Wallon déposa un amendement dans lequel le président de la République était rééligible. Il fut adopté avec 353 voix contre 352. La République à une voix d'écart ! Les orléanistes obtinrent juste que l'Assemblée nationale garde le droit de changer la forme du gouvernement. La division culminant, les royalistes allaient perdre l'Assemblée et le Sénat car l'électorat conservateur préférerait sauver ce qui restait, plutôt que sauver ce qu'il considérait maintenant comme perdu. Les élections de 1876 donnant 360 députés républicains, le maréchal désignait le centre-gauche Armand Dufaure à la présidence du Conseil ; puis le républicain conservateur Jules Simon. Pourtant le 16 mai 1877, Mac-Mahon excédé renvoyait Simon et nommait un nouveau gouvernement de Broglie en opposition avec la majorité républicaine. Sur les conseils tactiques de Broglie. Le maréchal, fort



de l'accord du Sénat présidé par le duc Audiffret-Pasquier, dissolvait l'Assemblée et annonçait de nouvelles élections. Ce fut le baroud d'honneur des ducs orléanistes. Aux législatives d'octobre 1877 la gauche conservait la majorité et faisait démissionner Broglie. Venait ensuite le tour du maréchal. En 1879 la République passait logiquement aux républicains.

La République de Grévy

Fin janvier 1879, Jules Grévy fut élu président de la République en remplacement de MacMahon et Gambetta celui de la chambre des députés. Les républicains savaient que prendre le pouvoir est une chose et le garder en est une autre. Ils décidèrent donc d'épurer les places et d'occuper les espaces idéologique et symbolique, en s'appuyant sur des communautés minoritaires mais actives.

L'occupation des places fut spectaculaire. Le parti républicain avait immédiatement épuré la diplomatie, l'armée et la haute administration. Préfets et sous préfets mordirent la poussière dans une hécatombe (Louis Lépine). Comme ils manquaient de compétences, les républicains utilisèrent les communautés huguenotes et luthérienne. Leur premier gouvernement présidé par le protestant Waddington comptait cinq ministres protestants sur neuf, alors que les 650 000 réformés représentaient moins de 2 % des Français. Le combat idéologique avait nécessité l'appel aux loges maçonniques qui prônaient la religion Progrès en s'appuyant sur la Laïcité. Depuis 1848 l'ordre substituait l'influence sur le monde profane à la voie initiatique et mettait le réseau des loges au service de la République. Ainsi la guerre scolaire anti-catholique avait-elle été redoutablement dirigée par le chef de file de l'opportunisme Jules Ferry. Il avait éliminé les religieux des facultés et interdit d'enseigner à 500 congrégations Maristes, Jésuites et Dominicaines. Les protestants lui servirent de caution pour prouver que la République ne luttait pas contre la religion mais contre le cléricalisme. Ils avaient été massivement utilisés pour contrôler l'École (13) laïque. Parallèlement on avait lancé la propagande symbolique en instituant le 14 juillet comme fête nationale, la Marseillaise comme chant nationale et développé la Mariannolatry. Le sentiment national fut l'objet d'une récupération républicaine

par la création de la chauvine Ligue des Patriotes, où se mêlaient Sadi Carnot, Gambetta, Victor Hugo et Félix Faure et Paul Déroulède.

Le royalisme divisé avait installé la République bourgeoise qui avait su verrouiller le pouvoir. Tel était le bilan de la décennie 1873-1883.

(à suivre) **Philippe Lallement**

1. Ernest Renan (1823-1892) ; publia une VIE DE JÉSUS qui l'opposa à Mgr Dupanloup.
2. Frédéric Le Play (1806-1882) inventa la méthode d'observation pour la science sociale. Si la société des abeilles a sa loi, celle des hommes a la sienne dont l'observatoire est la famille, qui forme la molécule sociale.
3. Dont Flaubert, Goncourt, Dumas fils, Mistral, Taine ...
4. Félix Dupanloup (1802-1878) ; opposé à l'ultramontanisme ; orléaniste ; fit rétablir les aumôniers militaires.
5. Claude-Marie Raudot, député légitimiste lié au CORRESPONDANT ; publia DECADENCE DE LA FRANCE (1850) et GRANDEUR POSSIBLE DE LA FRANCE (1851).
6. Louis Veuillot (1813-1883) ; fils de tonnelier, polémiste à L'UNIVERS, exerça un magistère ultramontain sur le clergé français.
7. Dont Liautard, Genoude, Roselly de Lorgues, Guiraud, Madrolle, Laurentie, Jouffroy d'Abbans, La Gervaisais, Gougenot des Mousseaux, Riancey, Valori.
8. François Lefranc, supérieur des Eudistes de Caen publia LE VOILE LEVÉ POUR LES CURIEUX OU LES SECRETS DE LA RÉVOLUTION RÉVÉLÉE À L'AIDE DE LA FRANC-MACONNERIE (1791).
9. Augustin Barruel (1741-1820) publia MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU JACOBINISME (1797) attribuant la révolution à un triple complot. Le royaliste Mounier le réfuta dans DE L'INFLUENCE ATTRIBUE AUX PHILOSOPHES, AUX FRANC-MACONS ET AUX ILLUMINES SUR LA RÉVOLUTION EN FRANCE.
10. Jacques Crétineau-Joly (1803-1875) ; publia HISTOIRE DE LA VENDEE MILITAIRE (1840) et L'ÉGLISE ROMAINE EN FACE DE LA RÉVOLUTION (1859) commandé par le Vatican.
11. Louis d'Orléans, duc de Nemours (1814-1896). Le second fils du roi Louis-Philippe fut un modèle de vertu, timide et réservé. Il était le légitimiste de la famille Bourbon-Orléans et ne s'en cachait pas. Son fils aîné Gaston était devenu Empereur du Brésil tandis que son second fils Ferdinand, duc d'Alençon, servait au 12ème régiment d'Artillerie.
12. Le Sénat (février 1875) se composait de 225 membres élus par les départements et 75 par l'Assemblée (inamovibles comme les pairs de France sous la Restauration).
13. Waddington, Buisson, Pécaut, Steeg, Favre ...